

Augmentation du nombre de ménages qui doivent recourir à des mécanismes de survie

Points Saillants



L'insécurité alimentaire est particulièrement plus ressentie dans la moitié du pays. Les provinces les plus touchées sont: **Bubanza, Cankuzo, Cibitoke, Kayanza, Kirundo, Makamba, Bujumbura Rural, Ruyigi et Muyinga**



Amélioration du régime pluviométrique est à signaler au cours du mois de février en comparaison au mois précédent; cependant la **pluviométrie reste déficitaire pour 50% des communautés à la base, normales pour 38 % et excédentaire pour 12%.**



En général les prix des aliments sont sensiblement **élevés par rapport à il y a six mois, à la même période en 2016 et à la moyenne sur 2 ans.**

Contexte :

Le présent bulletin mVAM intervient en cette période de récolte de la saison culturale 2017A peu performante en raison des conditions climatiques défavorables à l'instar des épisodes d'excès de pluies par endroits et de cas de déficits hydriques prononcés particulièrement dans les zones de dépressions (Bugesera, Imbo, une bonne partie du Mosso et du Bweru). Par ailleurs, le déficit hydrique a également favorisé la prolifération des attaques sur les champs de maïs par des chenilles résistantes aux pesticides disponibles dans les services des Directions Provinciales d'Agriculture et d'Élevage (DPAE) comme cela s'est observé dans la zone de l'Imbo.

La persistance des séquelles de la crise socio politico économique qui se sont traduites par le rétrécissement de l'économie (faibles opportunités économiques, baisse de la production et de la productivité), la pression inflationniste sur le marché auxquelles s'ajoutent la contre performance de la saison culturale 2017A continuent d'alimenter les problèmes de la sécurité alimentaires dans le pays avec un fort risque de dégradation nutritionnelle pour les mois à venir, surtout la période de Mars à Mai 2017.

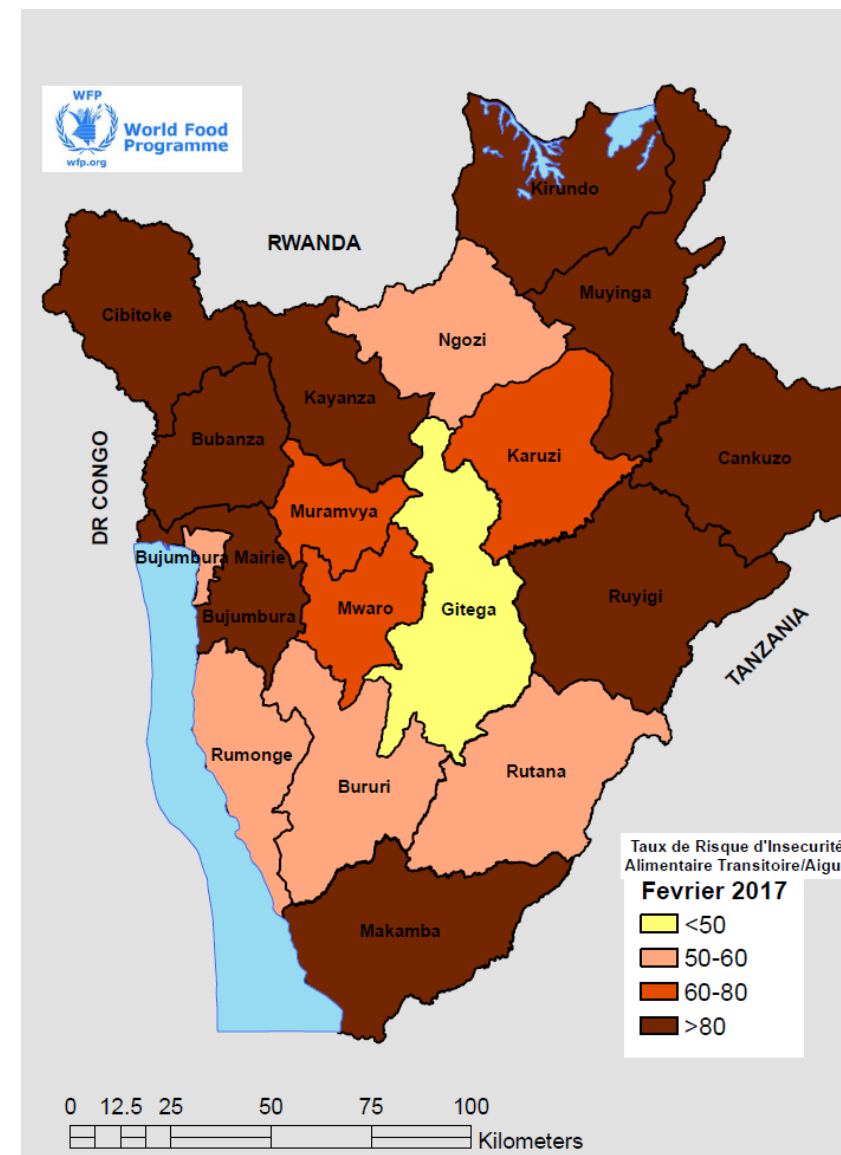


Risque d'insécurité alimentaire transitoire

Les données d'alerte précoce de mVAM montrent que dans 9 des 18 provinces la perception de l'insécurité alimentaire a été particulièrement plus ressentie avec plus de 80% des communautés (dans **Bubanza, Cankuzo, Cibitoke, Kayanza, Kirundo, Makamba, Bujumbura Rural, Ruyigi et Muyinga**). La précarité de la sécurité alimentaire dans les communautés suivies par le mVAM reste étroitement liée entre autres aux considérations suivantes:

- La faible performance de la saison 2017A (à la suite des aléas climatiques et du faible accès aux intrants);
- La diminution drastique et progressive des opportunités économiques dans le pays et dans un contexte de faibles capacités d'importation se traduisant par une pression inflationniste sur le marché particulièrement pour les denrées alimentaires de première nécessité;
- La proportion croissante des ménages devant recourir aux mécanismes de survie (y compris ceux mettant en péril leur avenir) pour subvenir aux besoins alimentaires de leurs membres;
- Le faible niveau des stocks aussi bien dans les ménages que sur le marché (en moyenne moins d'une tonne de haricot et de céréales sur les différents marchés suivis par le mVAM);
- La nouvelle imposition fiscale introduite depuis le mois de janvier 2017 sur les produits alimentaires, sur les boissons industrielles et sur le carburant qui affecte sensiblement le pouvoir d'achat des ménages;
- La dépréciation continuelle de la monnaie franc burundaise qui continue à restreindre la capacité d'importations aussi bien formelle (rareté des devises, diminution des réserves d'importation) que non formelle (diminution des échanges transfrontaliers informels).

Fig 1 Zones à Risque d'insécurité alimentaire transitoire





Déficit de Précipitations (Février)

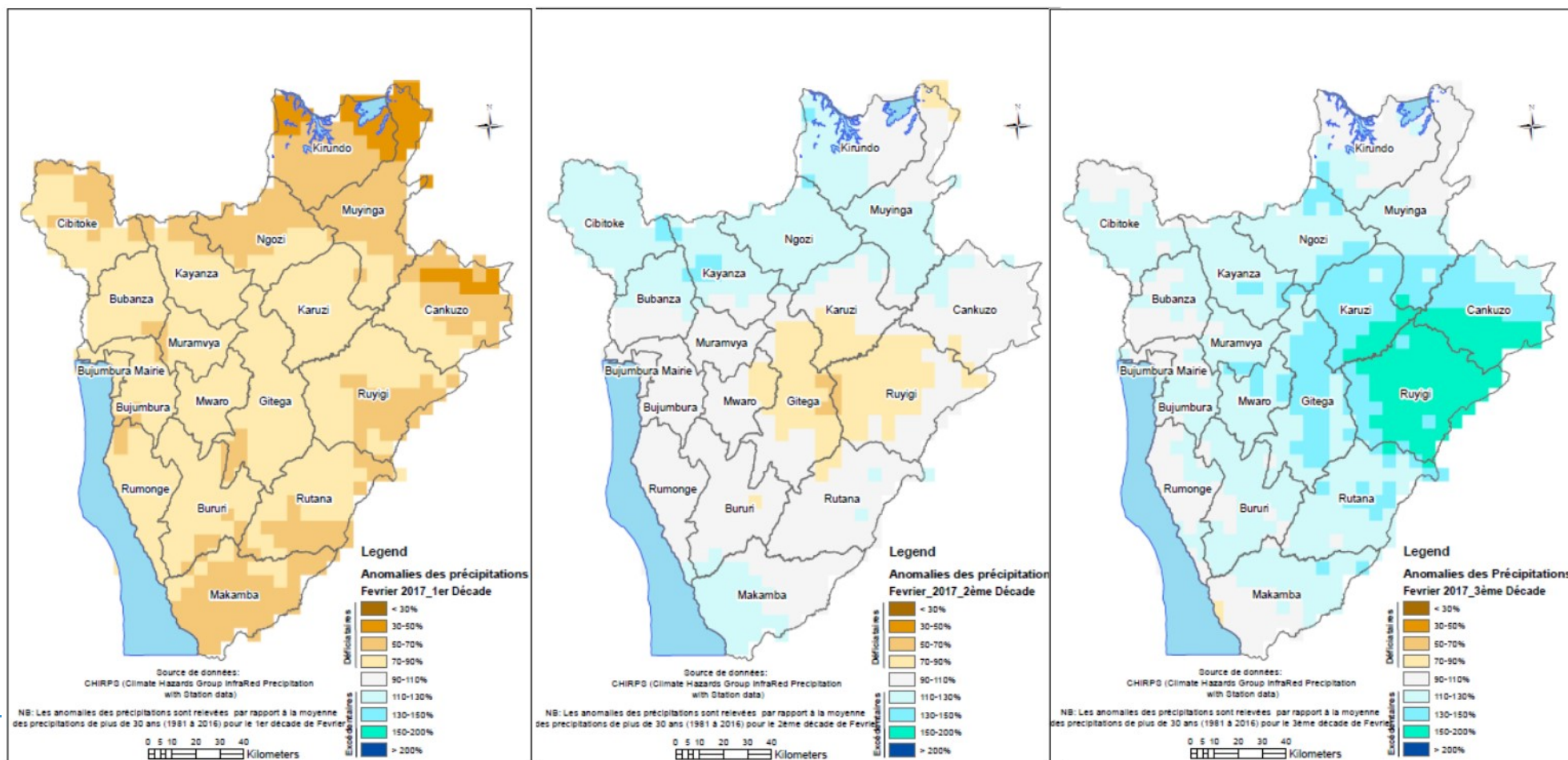
Au cours de la première décade du mois de février 2017, les précipitations ont été globalement déficitaires et en deçà de 90% sur l'ensemble du pays voire même extrêmement déficitaire dans certaines contrées du Nord et Nord Est (dans les provinces de **Kirundo, Muyinga et Cankuzo**) avec moins de 50%.

Le régime pluviométrique au cours de la deuxième décade s'est améliorée sur l'ensemble du pays sauf sur une partie (au centre) des provinces de Gitega, Karuzi et Ruyigi.

La région centrale qui a enregistré un régime pluviométrique déficitaire lors des 2 premières décades est subitement marquée par un régime pluviométrique excédentaire en particulier dans la province Ruyigi ce qui constitue un double impact négatif dans le mois.

Dans l'ensemble, et selon le calendrier agricole, les semis et plantations pour la saison B doivent intervenir de mi-février à mi-mars d'où le régime pluviométrique qui a prévalu durant le mois de Février 2017 ne devrait pas être défavorable outre mesure pour les cultures de la saison.

Fig 2 Régions à fort déficit hydrique au mois de Février 2017





Précipitations par rapport aux besoins de cette période de l'année (Février)

L'appréciation des agriculteurs sur le régime pluviométrique corrobore avec la tendance de l'amélioration du régime telle qu'enregistrée par les stations de relevés pluviométriques de l'IGEBU. Le même institut, qui par ailleurs préconise une amélioration globale de la situation avec le retour à la neutralité (ou la fin des phénomènes El Nino et la Nina) dans certaines localités (dépressions du Nord Est et de l'Ouest du pays) connaîtraient toujours une tendance déficitaire de la pluviométrie.

Quoique le régime pluviométrique se soit amélioré, dans 50% des communautés suivies à travers le mVAM, les précipitations du mois de Février sont considérées comme déficitaires; dans 12% comme excédentaire et dans 38% des cas comme répondant normalement aux besoins de la saison et des cultures. Sur base de cette appréciation communautaire, le régime pluviométrique s'est considérablement amélioré dans les provinces de Muramva et Kirundo où il est considéré comme normal par totalité des communautés et dans plus de 67% des cas dans les provinces de Mwaro, Ngozi et Bujumbura mairie. Par contre, le plus grand déficit des précipitations est signalé dans les provinces de Cankuzo, Cibitoke, Gitega, Kayanza et Muyinga où la totalité des communautés en fait mention.

Toutefois, à la suite des fortes pluies et des tempêtes du 13 au 15 mars 2017, environ 102 ménages dans les sous-collines de Rimbo et de Nyarunazi dans la province de Bubanza ont perdu leurs maisons et leurs cultures entières.

Fig 3a Haricots détruits après germination



Aspect végétatif des cultures dans les champs

Le retard des pluies au début de la saison 2017A suivi d'un décalage des semis ont conduit à un chevauchement de la première saison culturale (2017A) sur la deuxième saison 2017B d'où la présence des cultures saisonnières de la saison A non encore récoltés au mois de février.

Dans l'ensemble, 67% des rapporteurs estiment que l'aspect végétatif est mauvais au mois de février 2017 en raison du stress hydrique subi par les cultures durant la saison culturale de septembre 2016 à Janvier 2017.

Le stress hydrique subi par les cultures de la saison a en conséquence entraîné des retombées négatives sur les récoltes de 2017A (particulièrement le haricot et le maïs encore en phase de floraison).

Fig 3 La récolte du maïs totalement compromise par le déficit hydrique dans la Province Bubanza





Sécurité, conflits fonciers et autres conflits

1. Sécurité

En général, les communautés à la base suivies à travers le mVAM ne semblent pas ressortir une situation sécuritaire préoccupante pour le mois de février 2017. Les problèmes liés à l'insécurité alimentaire ont été soulignés comme les seuls problèmes majeurs du fait qu'ils sont rapportés dans 98% des cas alors que l'insécurité physique s'est uniquement signalée comme problème majeur dans 2% des cas.

2. Conflits fonciers

Les conflits fonciers sont moins fréquents en février, avec 45% des communautés interrogées déclarant des cas de conflits fonciers contre 62% en janvier 2017. Cependant, dans certaines provinces comme **Bururi, Karusi, Mwaro et Rumonge**, les conflits fonciers restent particulièrement fréquents car ils sont signalés par la totalité des communautés suivies.

3. Autres Conflits (politiques, identitaires et autres)

Pour les communautés à la base, les conflits d'ordre politique et identitaire sont considérés comme fréquents seulement dans 14% des interviewés. Par contre dans certaines provinces comme Kayanza et Makamba, ces conflits sont relativement plus fréquents avec plus de 50% et plus de 30% des interviewés dans les provinces de Muyinga, Mwaro, Rumonge et Ruyigi.



Education des enfants

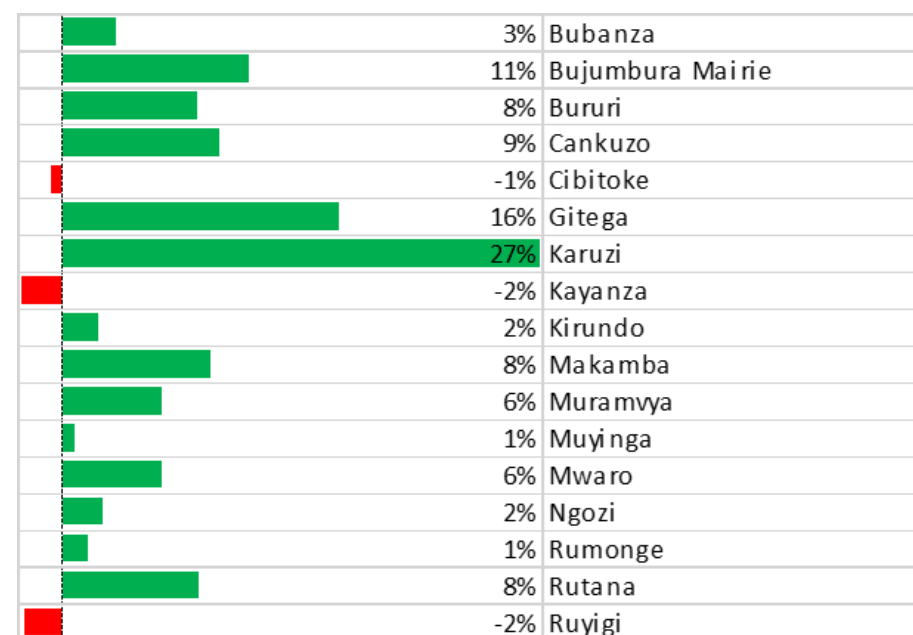
- Au cours du mois de février, les abandons scolaires inhabituels ont été signalés par 55% des rapporteurs dans l'ensemble du pays. Les provinces considérées comme les plus touchées par les abandons scolaires selon que les communautés à la base le perçoivent comme tel sont: **Bubanza, Cankuzo, Cibitoke et Ngozi** (signalés par la totalité des communautés) et dans une moindre mesure **Karuzi, Kirundo, Makamba** et **Ruyigi** (signalés par 67% des communautés).
- L'insécurité alimentaire dans les ménages est avancée comme le principal mobile des abandons scolaires. En effet, à plus de 50% les abandons scolaires sont considérés comme dus à la l'insécurité alimentaire des ménages.
- Le phénomène de cas d'abandons scolaires est également signalé par d'autres rapports dont celui de la mission multisectorielle MIRA qui fait état d'importants taux d'abandons scolaires dans les écoles de **Kirundo et de Bubanza** qui n'ont pas de cantines scolaires.



Accès des ménages aux principales sources de revenus—Main d'œuvre agricole

- Le salaire moyen journalier de la main d'œuvre agricole sans repas est estimé à 2450 Fbu par personne en février 2017 contre 2283 Fbu en janvier 2017 (soit une légère augmentation de 7% de loin inférieure à celle des denrées alimentaires)
- Les provinces de Karuzi et Gitega enregistrent la plus grande hausse du prix de la main d'œuvre (27%, respectivement 16%) pour la même période.
- Pour les deux mois, le prix de la main d'œuvre agricole reste relativement plus élevé pour les provinces de Bururi (3667Fbu), Bujumbura Mairie (3500Fbu), Makamba (3250Fbu) et Gitega & Rumonge (3000Fbu). Le salaire journalier le moins élevé est celui de la province Muringa(1400Fbu)
- La raison de l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre est attribuable à la demande accrue des travailleurs occasionnels avec les récoltes de 2017A et la mise en place de 2017B dans de nombreuses provinces. Cependant, pour Cibitoke et Kayanza où la saison culturale a été peu performante, les opportunités d'emplois agricoles sont très limités.

Fig 4 % de variation du prix par de la main d'œuvre agricoles en Février 2017 par rapport du Janvier 2017



Source: mVAM, février 2017



Prix des denrées sur les marchés (Haricot)

Au niveau national, le prix moyen du haricot est estimé à 1458 Fbu selon les informateurs du mVAM. Cependant, le prix moyen du haricot sur les marchés des provinces de la côte ouest du pays est au-delà de 1500Fbu par kg (voir la carte).

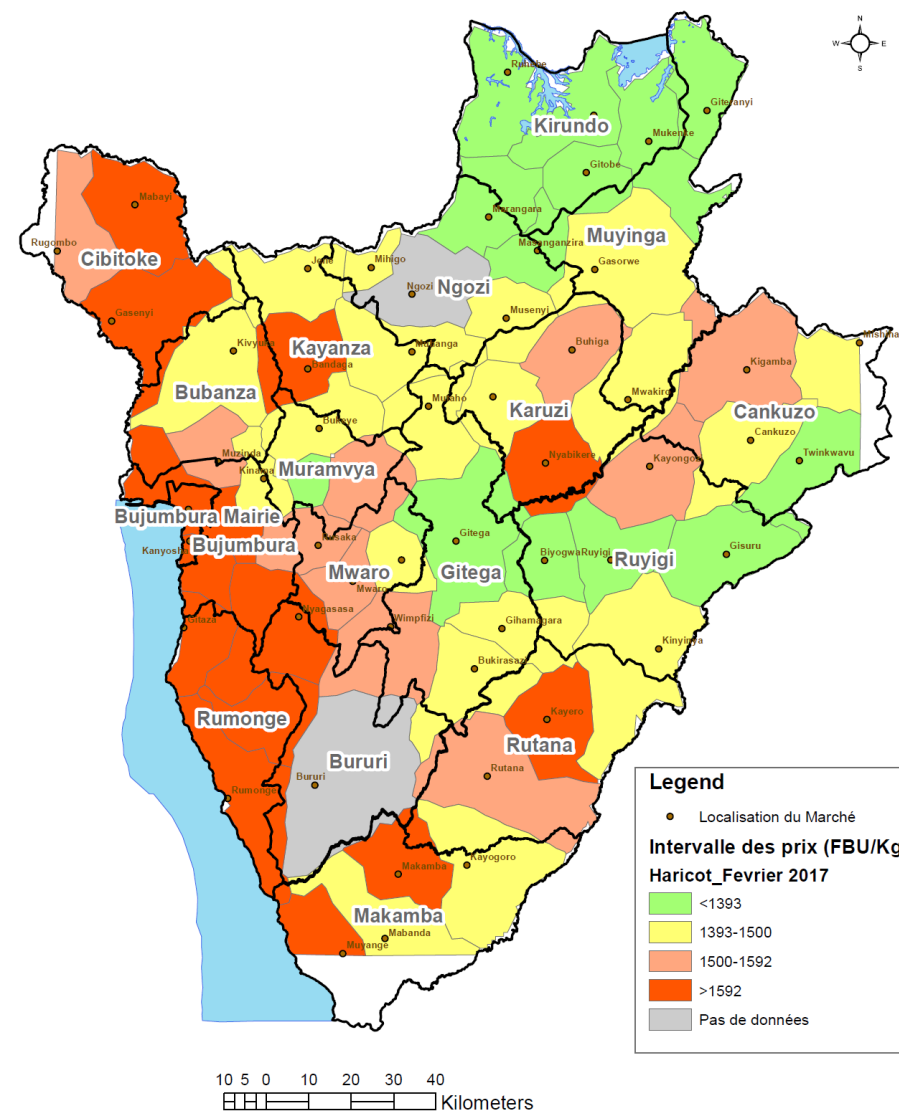
Le prix du haricot a augmenté de façon significative (50-100%) par rapport au même mois de l'année dernière dans la plupart des marchés.

Au déficit de production enregistré avec la première saison culturale particulièrement pour le haricot, s'ajoute la forte demande de cette même denrée (principale source de protéine dans le pays) dans la zone de la côte ouest alors qu'il ne s'agit pas d'une zone traditionnelle de surplus. Une situation aujourd'hui aggravée par les restrictions d'échanges limitant les flux traditionnels.

Quoiqu'en général le prix reste élevé (comparé à la même période des années antérieures), le prix du haricot est relativement moins élevé dans la zone du centre Nord du pays où il reste à moins de 1400 Fbu par kg.

Cependant, il faut se dire que dans certaines situations la demande du haricot devient faiblement élastique avec beaucoup de ménages pauvres qui décident de se rabattre sur d'autres régimes plus accessibles quand le prix continue à augmenter.

Fig 5 Prix du haricot



Source: mVAM, février 2017



Prix des denrées sur les marchés (Grain de Maïs)

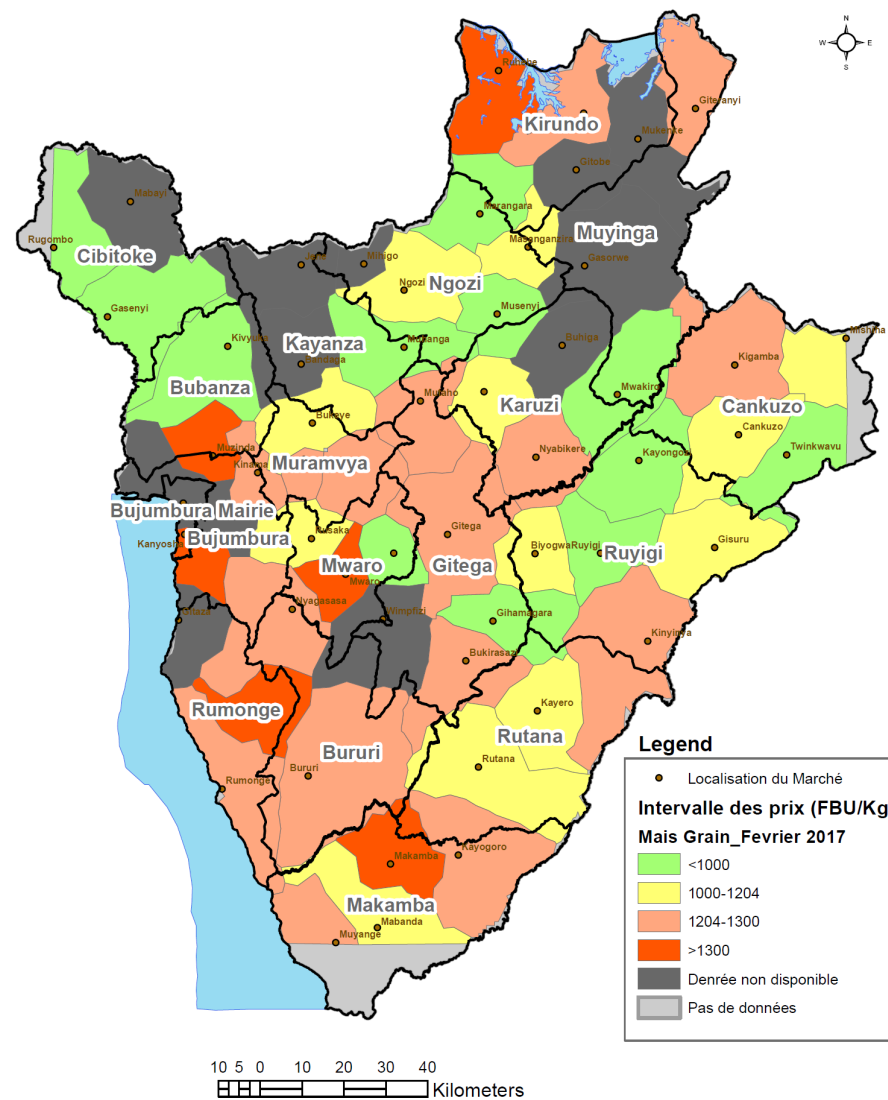
Le prix du maïs a d'une manière générale considérablement augmenté sur tout le pays (1132Fbu/kg) et de manière particulière plus élevé dans les zones traditionnellement productrices de Sud-Ouest du pays où aujourd'hui la récolte du maïs a été totalement compromise par le déficit hydrique couplé à l'attaque de chenilles ravageuses signalées dans la zone. Par ailleurs les disponibilités du maïs sur le marché sont très faibles.

Le prix du maïs est à plus de 1200Fbu sur plus de la moitié du pays et en particulier dans le centre sud et l'extrême Nord du pays. Dans la zone de Bujumbura les ménages tendent de plus en plus à se rabattre sur la consommation du maïs (calories relativement moins chères) au détriment de la traditionnelle consommation du riz. Le prix d'un kg de maïs grain a augmenté de 105% par rapport à février 2016.

Par rapport au mois de janvier, le prix du maïs a augmenté de plus de 10% et de 42% dans la province **de Muyinga**. Les perspectives du prix du maïs tendent à l'augmentation eu égard au faible niveau de production et des échanges avec l'extérieurs très réduits.

Par rapport à février 2016 le prix du maïs a non seulement augmenté mais a même double sur la plupart des marchés.

Fig 6 Prix du grain du maïs



Source: mVAM, février 2017



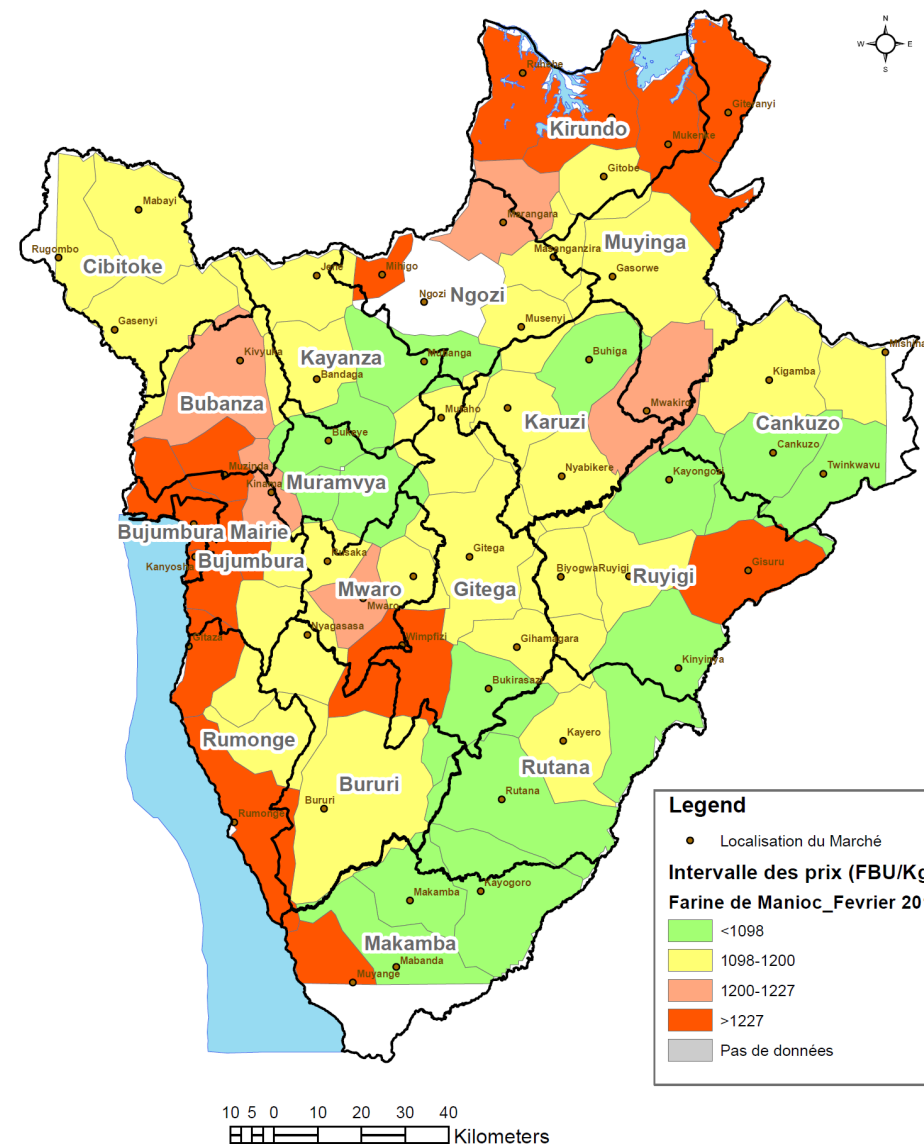
Prix des denrées sur les marchés (Farine de Manioc)

Le prix de la farine de manioc est particulièrement très élevé dans la ville de Bujumbura et dans les provinces du Nord (**Kirundo, Ngozi et Kayanza**) et Sud-Ouest (**Bururi et Rumonge**). La forte augmentation du prix dans ces localités très demanderesse peut s'expliquer par la restriction des échanges en interne (approvisionnement à partir de la région l'Est du Moso) et avec les pays limitrophes (le Rwanda et la Tanzanie) d'une part et par le fait que le manioc est un aliment de rabattement par excellence en situation d'augmentation des prix d'autre part.

Par rapport à janvier 2017, le prix du manioc a augmenté dans la plupart des marchés du pays, passant de 7 à 17%, la variation la plus élevée est enregistrée à Bujumbura rural.

Comme la plupart des autres aliments vendus sur le marché, les prix de farine de manioc ont presque doublé au cours de la dernière année.

Fig 7 Prix moyen de farine de manioc



Source: mVAM, février 2017



Prix des denrées sur les marchés (Patate Douce)

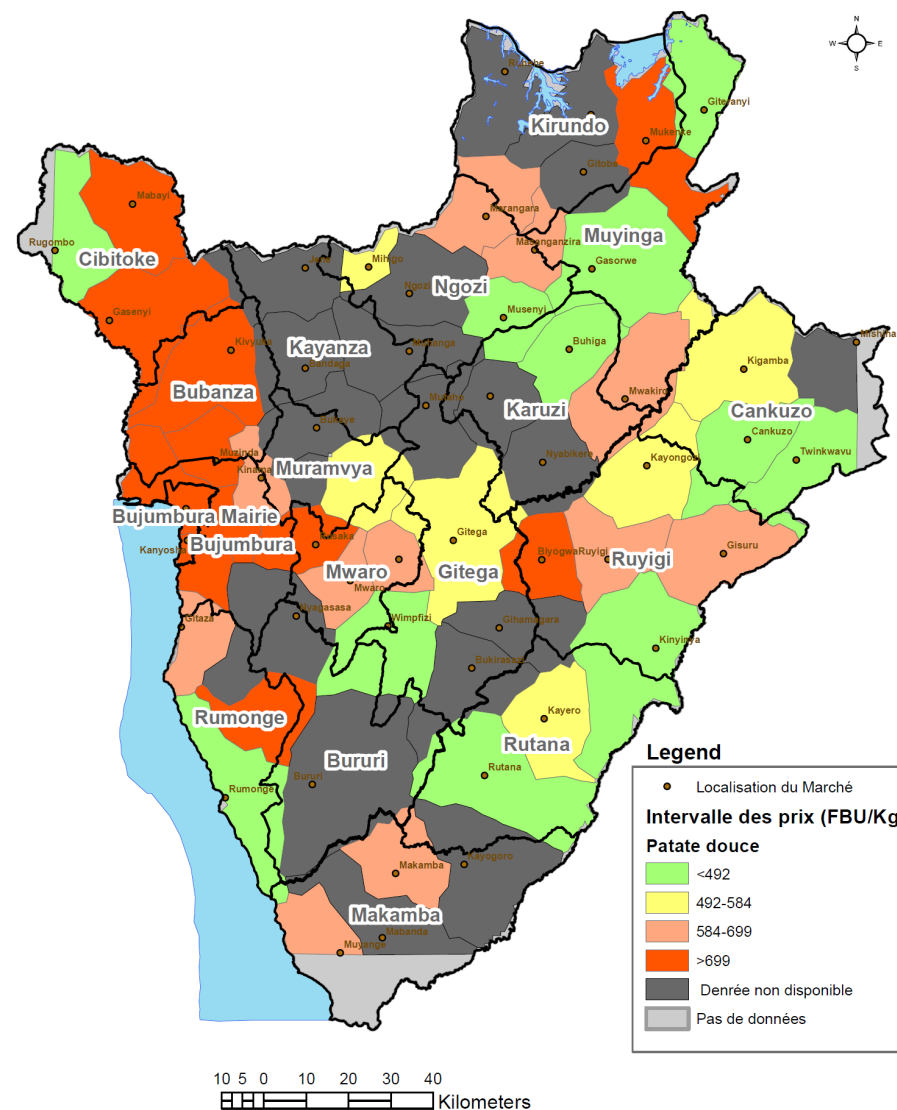
Les échanges commerciaux de la patate douce sont généralement peu développés (ou limités à des circuits très courts) en raison du caractère périssable de cet aliment d'où son offre est liée essentiellement à la production locale.

Rarement au-delà de 300Fbu par kg les années antérieures, le niveau du prix de la patate douce est aujourd'hui particulièrement élevé (671-950 BIF/kg) dans la zone du Nord-Ouest (**Bujumbura mairie, Bujumbura rural, Bubanza, Cibitoke, Rumonge et Makamba**). L'essentiel de la zone a connu un déficit hydrique prononcé qui a fortement limité la production et par conséquent l'offre locale alors que, du côté de la demande, cette dernière reste élevée comme il s'agit d'un aliment de rabattement (relativement plus accessible) en cas d'insuffisance alimentaire.

Le prix de la patate douce est significativement élevé (54-318%) sur tous les marchés par rapport à la même période l'année dernière.

Cependant, par rapport à janvier 2017, le prix de la patate douce a légèrement baissé sur la plupart des marchés à l'exception des marchés de **Mwaro, Ngozi, Rumonge et Ruyigi** où les prix sont restés à la hausse durant le mois de février 2017. L'amélioration du régime devrait améliorer la production de la patate et ainsi contenir la montée de son prix sur le marché.

Fig 8 Prix moyen du patate douce



Source: mVAM, février 2017



Prix des denrées sur les marchés

- De façon générale, les prix des denrées les plus consommées ont augmenté de 1% au mois de février 2017 par rapport au mois dernier. Ces même denrées affichent une hausse de 56% si on les compare aux prix d'il y a 6 mois.
- L'ampleur de la variation des prix sur le marché diffère par marché et par denrée; les variations les plus élevées ont été constatées pour le mois dernier pour l'avocat (23%), la tomate (10%), la patate douce (8.3%), la banane légume(4.4%), la farine de maïs (3.7%) et le haricot (1.6%). Seul le petit poisson (Ndagala), pouvant être considéré comme produit de luxe, a connu une baisse de 7% par rapport au mois dernier en raison de la diminution de sa demande pour se concentrer sur des produits de base. **(NB. détails sur les prix des 14 produits et sur les 41 marchés disponible dans la base de données).**

Termes de l'échange comme mesure de l'accès à l'alimentation

(Prix MOA et Prix chèvre versus Prix du Haricot):

- De façon générale, l'accessibilité à l'alimentation de la majorité des ménages a connu un recul, comparée à décembre dernier.
- L'augmentation du prix des biens et services générateurs de revenus n'a pas suivi celui des prix des denrées les plus consommées (ex haricot, farine de manioc, maïs).
- Tendance à la baisse de tous les termes de l'échange (MOA/haricot, prix chèvre/haricot et prix banane à bière/haricot) rapport à Novembre 2016 et au détriment du ménage rural.

Fig 9 Quantité de Haricot en kg en fonction du prix de la chèvre

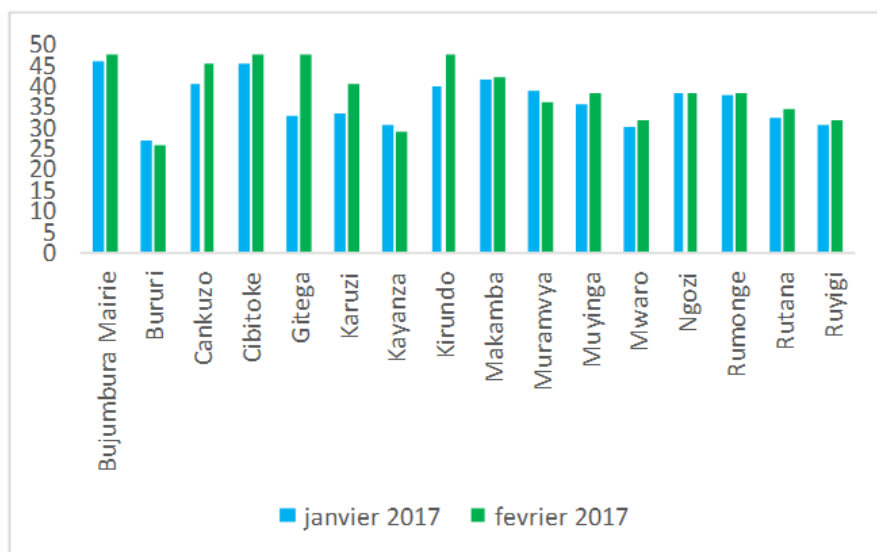
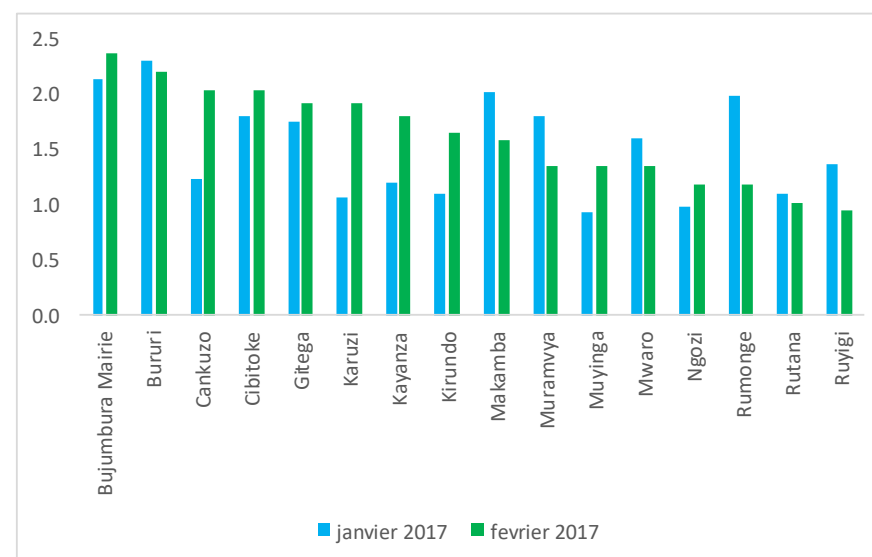


Fig 10 Quantité de Haricot en kg en fonction du prix de la main d'oeuvre agricole





Annexe: Prix des denrées alimentaires sur les marchés de mVAM et sur les marchés du ministère ayant l'agriculture en ses charges

Province/ Produit	Prix Février	% de variation par rapport au mois dernier	% De variation depuis six mois	% de variation par rapport au même mois l'année dernière	% de variation par rapport à la moyenne de 2 ans
Bubanza					
Banane légume	679	● -5%	● 75%	● 31%	● 17%
Farine de manioc	1,207	● 14%	● 35%	● 58%	● 70%
Haricot	1,467	→ -3%	● 40%	● 57%	● 64%
Maïs grain	1,288	● -5%	● 45%	● 178%	● 207%
Patate douce	528	● -29%	● 182%	● 187%	● 141%
Bujumbura Mairie					
Banane légume	900	→ 0%			
Farine de manioc	1,367	● 7%			
Haricot	1,600	→ 1%			
Maïs grain	1,450	● 8%			
Patate douce	950	● 8%			
Bujumbura Rural					
Banane légume	884	● 5%			
Farine de manioc	1,227	● 17%			
Haricot	1,728	● 11%			
Maïs grain	1,050	● -18%			
Patate douce	614	● -28%			
Bururi					
Banane légume	534	● 12%	● 26%	● 55%	● 65%
Farine de manioc	1,227	● 8%	● 53%	● 35%	● 58%
Haricot	1,796	● 13%	● 84%	● 66%	● 83%
Maïs grain	1,358	● 8%	● 57%	● 61%	● 99%
Patate douce	322	● -47%	● 65%	● 22%	● -21%
Cankuzo					
Banane légume	535	● 10%	● 113%	● 37%	● 35%
Farine de manioc	970	→ -1%	● 85%	● 48%	● 99%
Haricot	1,397	→ 4%	● 41%	● 67%	● 90%
Maïs grain	1,213	● 12%	● 87%	● 40%	● 86%
Patate douce	384	● -30%	● 42%	● 9%	● 30%

Province/ Produit	Prix Février	% de variation par rapport au mois dernier	% De variation depuis six mois	% de variation par rapport au même mois l'année dernière	% de variation par rapport à la moyenne de 2 ans
Cibitoke					
Banane légume	1,008	● 6%	● 172%	● 104%	● 102%
Farine de manioc	1,139	● 14%	● 42%	● 64%	● 66%
Haricot	1,571	→ 3%	● 36%	● 102%	● 99%
Maïs grain	1,062	● 10%	● 24%	● 88%	● 119%
Patate douce	539	● -32%	● 98%	● 54%	● 57%
Gitega					
Banane légume	777	● -10%	● 163%	● 99%	● 120%
Farine de manioc	1,150	● 13%	● 105%	● 61%	● 103%
Haricot	1,422	→ 2%	● 63%	● 33%	● 62%
Maïs grain	1,225	● 7%	● 48%	● 85%	● 136%
Patate douce	506	● -21%	● 26%	● 51%	● 87%
Karuzi					
Banane légume	665	● -6%	● 163%	● 154%	● 132%
Farine de manioc	1,107	● 7%	● 55%	● 46%	● 92%
Haricot	1,557	→ 4%	● 69%	● 47%	● 90%
Maïs grain	755	● -35%	● 16%	● 64%	● 97%
Patate douce	446	● -24%	● 70%	● 78%	● 105%
Kayanza					
Banane légume	1,133	● 17%	● 111%	● 128%	● 148%
Farine de manioc	1,133	→ 0%	● 25%	● 53%	● 91%
Haricot	1,533	→ 0%	● 49%	● 31%	● 72%
Maïs grain					
Patate douce					
Kirundo					
Banane légume	1,030	→ 3%	● 243%	● 77%	● 108%
Farine de manioc	1,283	● 11%	● 71%	● 60%	● 103%
Haricot	1,117	● -11%	● 16%	● 16%	● 44%
Maïs grain					
Patate douce	805	● 5%	● 121%	● 119%	● 154%

Codes des tendances des prix

- -5% ≤ variation prix ≤ 5% (stable)
- variation prix < -5% (Baisse)
- variation prix > 5% (Montée)



Annexe: Prix des denrées alimentaires sur les marchés de mVAM et sur les marchés du ministère ayant l'agriculture en ses charges

Province/ Produit	Prix Février	% de variation par rapport au mois dernier	% De variation depuis six mois	% de variation par rapport au même mois l'année dernière	% de variation par rapport à la moyenne de 2 ans
Makamba					
Banane légume	585	● -23%	● 98%	● -11%	● 24%
Farine de manioc	1,109	● 15%	● 50%	● 60%	● 72%
Haricot	1,689	● 13%	● 60%	● 48%	● 67%
Maïs grain	1,329	● 7%	● 66%	● 62%	● 98%
Patate douce	671	➡ -5%	● 172%	● 107%	● 116%
Muramvya					
Banane légume	632	● -21%	● 137%	● 54%	● 69%
Farine de manioc	968	➡ 3%	● 46%	● 40%	● 75%
Haricot	1,436	➡ 1%	● 60%	● 30%	● 57%
Maïs grain	850	● -31%	● 7%	● 59%	● 100%
Patate douce	559	● -31%	● 186%	● 136%	● 179%
Muyinga					
Banane légume	761	● 11%	● 238%	● 112%	● 130%
Farine de manioc	1,202	● 12%	● 51%	● 45%	● 84%
Haricot	1,333	● -6%	● 45%	● 48%	● 85%
Maïs grain	1,050	● 42%	● 24%	● 34%	● 86%
Patate douce	538	➡ 2%	● 68%	● 70%	● 97%
Mwaro					
Banane légume	695	● 20%			
Farine de manioc	1,223	● 12%	● 52%	● 37%	● 81%
Haricot	1,522	● 5%	● 79%	➡ 1%	● 37%
Maïs grain	1,231	● 6%	● 64%		● 228%
Patate douce	546	● 21%	● 290%	● 318%	● 366%

Province/ Produit	Prix Février	% de variation par rapport au mois dernier	% De variation depuis six mois	% de variation par rapport au même mois l'année dernière	% de variation par rapport à la moyenne de 2 ans
Ngozi					
Banane légume	541	➡ -4%	● 91%	● 46%	● 29%
Farine de manioc	1,192	➡ 4%	● 73%	● 44%	● 87%
Haricot	1,375	➡ -2%	● 30%	● 28%	● 65%
Maïs grain	844	● -16%	➡ -1%	● 9%	● 25%
Patate douce	586	● 13%	● 85%	● 83%	● 92%
Rumonge					
Banane légume	767	● 20%	● 56%	● 34%	● 39%
Farine de manioc	1,200	➡ 3%	● 45%	● 39%	● 62%
Haricot	1,683	➡ 3%	● 44%	● 57%	● 75%
Maïs grain	1,425	● 7%	● 58%	● 68%	● 121%
Patate douce	875	● 55%	● 246%	● 91%	● 113%
Rutana					
Banane légume	428	● -9%	● 70%	● 26%	● 33%
Farine de manioc	1,113	● 12%	● 68%	● 54%	● 80%
Haricot	1,553	● 11%	● 93%	● 69%	● 105%
Maïs grain	1,050	● -9%	● 38%	● 35%	● 65%
Patate douce	441	● -5%	● 74%	● 78%	● 87%
Ruyigi					
Banane légume	646	● 8%	● 83%	● 30%	● 56%
Farine de manioc	1,111	● 10%	● 65%	● 45%	● 81%
Haricot	1,381	● -10%	● 46%	● 50%	● 77%
Maïs grain	1,052	● 7%	● 56%	● 30%	● 69%
Patate douce	598	● 18%	● 87%	● 54%	● 84%

Codes des tendances des prix

- ➡ -5% ≤ variation prix ≤ 5% (stable)
- variation prix < -5% (Baisse)
- variation prix > 5% (Montée)



Méthodologie

Le mVAM recueille des données sur quelques indicateurs clés du Système d'Alerte Précoce (SAP) couvrant l'accès des ménages aux principales sources de revenus et d'alimentation, l'évolution de la saison agricole, l'éducation des enfants, la sécurité & conflits fonciers, les risques et chocs imminents, etc. Les informateurs clés pour le SAP sont pour la plupart les secrétaires communaux de la Croix Rouge et/ou d'autres volontaires de la Croix Rouge de 55 communes ciblées dans tout le pays.

Le mVAM fait également le suivi de 41 marchés du pays par le truchement de 3 commerçants informateurs clés par marché et appelés chaque semaine pour fournir les prix de 14 denrées de base. Ces marchés sont répartis de façon représentative dans les différentes zones de moyens d'existence.

Les informateurs clés ont été préalablement briefés pour avoir leur adhésion au projet, ils ont été ensuite formés sur les indicateurs qui leur seront demandés chaque fois, une fiche des indicateurs leur a été préalablement remis pour qu'ils puissent avoir les données à temps le jour de l'appel. Avec des appels sur des téléphones simples (pas nécessairement des smartphones coûteux) les opérateurs du centre d'appels

collectent des informations nécessaires.

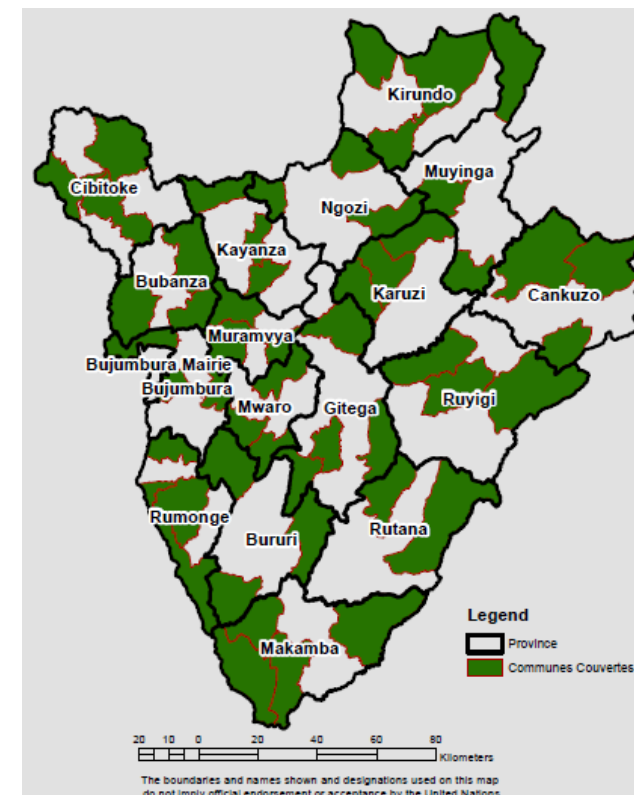
Les entretiens téléphoniques de 5 à 7 minutes en moyenne sont organisés sur des questions simples et précises.

La CARITAS Burundi joue le rôle de partenaire d'exécution du projet mVAM du PAM avec un centre d'appels gérés au quotidien par une équipe de 3 staffs (2 opérateurs et 1 superviseur).

Périodicité collecte: information est collectée hebdomadairement sur les marchés et mensuelles sur les deux autres aspects.

Analyse et traitement: les données sont directement envoyées sur le serveur ONA avant d'être nettoyées et analysées sur une base mensuelle et suivie de la production d'un bulletin mensuel dont l'objectif ultime sera le feedback aux communautés.

Fig 11 Distribution spatiale des communautés de base suivies à travers le mVAM.



Pour plus d'information :

Olivier NTAMATUNGIRO olivier.ntamatungiro@wfp.org
Kennedy NANGA kennedy.nanga@wfp.org
Jean MAHWANE jean.mahwane@wfp.org

Resources:

Website: vam.wfp.org/sites/mvam_monitoring/

Blog: mvam.org

vam.wfp.org/sites/

